

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, à TF1 le 29 novembre 1988, sur la nécessité de crédibilité pour les forces de dissuasion françaises, des propositions de désarmement et les conflits du travail.

Hier vous receviez Michel Rocard et M. Delebarre pour parler de la situation sociale, mais d'abord donc la défense, la place de la Marine, c'est important. Ce matin vous lui rendiez hommage, alors quand on parle beaucoup de désarmement ou plus simplement de rigueur, est-ce que la marine, monsieur le Président, a du souci à se faire, ou est-ce qu'elle reste l'une de vos priorités en matière de défense ?

- LE PRESIDENT.- Le budget difficile à établir, l'a été équitablement entre les budgets civils et le budget militaire. Cela représente une très lourde charge. Un gouvernement doit toujours choisir. Les missions de la défense nationale sont respectées, pour la Marine notamment. Je n'ai donc pas d'observation particulière à faire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les questions de défense sont des questions compliquées, donc on va essayer de faire simple. On vous a vu à Moscou parler de désarmement, on vous voit souvent approuver les accords américano-soviétiques et en même temps on vous entend réaffirmer la nécessité pour la France de s'armer et de s'armer encore. Ou est le point d'équilibre ?

- LE PRESIDENT.- Le point d'équilibre découle de la comparaison entre les forces en présence. L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique disposent d'une force, - notamment nucléaire - extraordinairement supérieure à tout autre dans le monde de l'ordre pour chacun de ces deux grands pays de 12 à 13000 charges nucléaires stratégiques, sans parler du reste.

- La France, elle, a une stratégie de dissuasion qui est d'empêcher la guerre avec des moyens importants et suffisants. Ce que nous possédons représente une menace suffisante pour quiconque voudrait nous agresser ou nous menacer, mais, bien entendu, cela se situe à un niveau qui n'a pas de comparaison possible avec le chiffre que je viens de citer : 12 à 13000 charges nucléaires pour les deux plus grandes puissances, de l'ordre de 400 charges nucléaires pour la France dans quelques temps.

- Je demande donc tout simplement que les deux plus grandes puissances réduisent leur armement considérablement, on a parlé de 50 %. 50 % cela laisserait encore 6000 charges nucléaires, encore beaucoup trop pour que nous puissions être à la table de négociations, j'ai dit dans quelles conditions devant les Nations unies. Ce jour viendra je l'espère. Nous en sommes encore loin. Alors en attendant, eh bien nous continuons de veiller à la défense du pays sans excéder en rien nos moyens bien entendu, bien que ce soit difficile, ni surtout passer d'une situation de dissuasion à une situation offensive ou agressive. Il n'en est pas question. Ce serait d'ailleurs ridicule.\

QUESTION.- Est-ce qu'il n'y a pas un danger, en n'étant pas à la table de négociations, que la voix de la France ait du mal à se faire entendre ? Est-ce que l'issue ce n'est pas de faire avancer la défense européenne qui est manifestement en panne. Cela avance bien sur l'Europe sur plein de secteurs, sur la défense européenne, ça ne marche jamais.

- LE PRESIDENT.- Il y a deux questions tout à fait différentes dans ce que vous venez de dire. La

première tend à indiquer pourquoi est-ce que la France n'est pas à la table des négociations, elle aurait de ce fait plus d'influence ? Mais non. Si la France était à la table des négociations avec les Russes et les Américains, comment pourrait-on éviter que soient posées les questions que vous avez posées vous-même ? "Eh bien puisque vous êtes là, vous Français, mettez donc sur cette table vos différents armements. Mettez en particulier vos sous-marins nucléaires". En vérité, les pays d'Europe et particulièrement les pays ayant la possession de l'arme nucléaire, la Grande-Bretagne et la France n'ont pas à participer à cette discussion tant que ces deux grands pays - je me répète mais c'est pour bien me faire comprendre - n'ont pas diminué leur potentiel armé au point que la conversation puisse être équilibrée. Rendez-vous sera pris le jour où les Américains et les Russes auront réduit leur armement sous toutes ses formes dans des proportions tellement importantes qu'alors la France et l'Europe, - l'Europe occidentale - auront leur mot à dire.\

QUESTION.- Et le problème du développement de la défense européenne, il est toujours bloqué ?

- LE PRESIDENT.- La défense européenne n'est pas spécialement bloquée. Nous ne refusons pas d'organiser la défense européenne. J'en suis partisan. Mais il faut connaître la situation telle qu'elle est. Les grands pays d'Europe occidentale ne disposent pas du même statut.

L'Allemagne, c'est l'héritage de la dernière guerre mondiale, n'a pas la possibilité de s'armer sur le plan nucléaire comme nous-mêmes. D'ailleurs elle ne le désire pas. La France possède, et la Grande-Bretagne aussi, un armement nucléaire mais elles ne se fournissent pas de la même manière et la France a une stratégie totalement autonome et les autres pays de la Communauté vont dans des directions qui ne sont pas semblables. Il faut les rapprocher. L'Espagne et le Portugal viennent d'y adhérer. C'est une bonne chose. Vous avez des pays membres de la Communauté comme l'Irlande qui sont neutres, d'autres comme la Grèce qui ont des soucis d'un autre caractère car ils se trouvent à l'Orient de l'Europe. Il y a certes un endroit où on ne retrouve à 9 et qui s'appelle l'Union de l'Europe occidentale.

- Bref, pour parvenir à une défense commune il faudra d'abord disposer d'une politique commune, pas simplement d'une économie commune ou d'une technologie commune. A partir de là il sera nécessaire d'organiser la défense commune de l'Europe. On peut non seulement y penser mais y travailler dès maintenant. Nous avons avec l'Allemagne des accords particuliers et nous ne demandons qu'à en avoir avec les autres : les Anglais, les Italiens, les Espagnols, que sais-je ! Donc parler de la défense européenne, c'est très bien, s'y préparer c'est encore mieux. Considérer qu'aujourd'hui l'Europe peut parler d'une seule voix sur le plan militaire, c'est prématuré.\

QUESTION.- Le problème que se posent aussi les gens qui regardent ces matériels, ces bateaux, ces avions, c'est que cela coûte quand même très cher. Est-ce qu'il n'y a pas une dynamique qui fait que l'on parle toujours d'autres priorités et que finalement l'argent va toujours à la défense ? Par exemple vous avez accepté une loi de programmation militaire, et vous êtes plutôt réservé sur une loi de programmation scolaire, alors que vous avez dit pendant toute votre campagne électorale que les problèmes de l'éducation nationale seraient la priorité de votre septennat.

- LE PRESIDENT.- C'est vrai que l'armement d'un pays coûte très cher. Mais il ne nous coûte relativement pas plus cher et plutôt moins cher que l'armement américain pour les Etats-Unis d'Amérique et que l'armement soviétique pour la Russie, ou que l'armement même britannique. Donc cela coûte très cher, cela coûte moins cher pour nous que pour d'autres, voilà la réalité. Mais est-ce que la perte de la liberté et de la souveraineté ne coûterait pas plus cher encore, en argent, en dignité, en affirmation d'un peuple dans sa fierté et son droit de vivre ? Il faut quand même calculer cela. Si nous consacrons beaucoup de crédits à la défense, je ne connais pas vraiment de Français qui s'y refusent. Il faut bien assurer la liberté et l'indépendance de la France et des Français. Ensuite, il ne faut pas exagérer. Je vous répète que nous avons une politique dissuasive, nous n'avons pas comme cela l'intention de nous armer partout dans le monde lorsque c'est inutile.

- Alors vous faisiez une comparaison avec l'éducation nationale. Il y a une loi de programmation militaire en effet. Mais si je ne suis pas favorable à une loi dite de programmation sur le plan scolaire, je n'en suis pas moins tout à fait favorable à une loi d'orientation, pour savoir ce que l'on

entend faire sur les 3, 4, 5 et 10 ans qui viennent. Ma réserve vient du fait que je ne souhaite pas que l'ensemble des grands problèmes qui se posent à la Nation soit programmé 5 ans à l'avance de telle sorte que l'on risque de commettre des erreurs graves de planification et d'engager les futurs gouvernements dans des obligations soit qu'ils ne pourraient pas tenir, soit qui ne correspondraient plus à la nécessité du moment. Quant à la comparaison, je me permets de vous signaler que le plan que j'ai proposé pendant la campagne présidentielle est à l'heure actuelle en oeuvre.

- C'est la première année, le premier budget \pounds et encore nous l'avons pris en moitié d'année, au mois de mai au mois de juin, de l'exercice de ce second mandat. Et nous avons déjà accru les crédits de l'éducation nationale de 11 milliards et nous tiendrons la route, c'est dire qu'au bout du compte, les crédits que j'avais annoncés. Alors voilà, ne mélangeons pas les choses.

L'éducation nationale reste avec la recherche et la culture. La formation des hommes reste la priorité du gouvernement de la République.\

QUESTION.- Nous allons en revenir un petit peu à l'actualité, l'armée est doublement à l'honneur aujourd'hui. Elle est à l'honneur parce que vous êtes sur ce porte-hélicoptères et elle est à l'honneur également, parce que ce matin elle a aidé un certain nombre d'usagers bloqués par des grèves dans le service public à être acheminés vers leur lieu de travail. Alors, est-ce que quand on en arrive à utiliser l'armée pour faire fonctionner le service public, est-ce que ce n'est pas le signe d'une grave détérioration du climat social ?

- LE PRESIDENT.- C'est une grande détérioration des services publics en tout cas. A Paris, aujourd'hui il y a des millions de gens qui souffrent de ne pouvoir se rendre à leur travail ou bien qui souffrent tout simplement de ne pas pouvoir disposer des moyens de communication dont ils ont besoin. Détérioration du service public, cela appelle bien entendu le gouvernement à assumer ses responsabilités. Et ses responsabilités, c'est d'employer tous les moyens convenables, tous les moyens que la loi permet et autorise pour que soient mis à la disposition des usagers, les moyens de transport dont ils ont besoin. C'est ce que le gouvernement a fait et bien fait, notamment en faisant appel à l'armée.\

QUESTION.- J'en reviens - et ce sera ma dernière question - à la défense, monsieur le Président. Vous avez dit récemment le jour où Albion sera attaqué ce sera déjà la guerre nucléaire et à ce moment-là on ne pourra plus philosopher. "On" à ce moment-là ce sera vous, est-ce que c'est une question à laquelle vous réfléchissez régulièrement ? LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de question plus importante pour moi. Vous imaginez aisément cette responsabilité énorme qui pèse sur un seul homme, le Président de la République, chef des Armées, qui doit prendre ce type de décision. Aussi toute notre stratégie est-elle organisée pour que la guerre soit rendue impossible parce que nul n'osera, sans supporter des terribles dommages, s'en prendre à la France. Donc je veille essentiellement à ce que nos forces restent au dessus du seuil de crédibilité, de suffisance, qu'il ne soit pas dépassé par les technologies modernes que maîtrisent fort bien les plus grandes puissances. Voilà, cela s'arrête là.

- Si donc vous supposez que le site d'Albion, que cette forteresse soit attaquée et détruite par surprise, - ça ne se ferait pas si facilement que cela - c'est que l'on serait déjà dans la guerre. Il n'y aurait déjà plus d'avertissement à lancer, la dissuasion aurait échoué. A ce moment-là il restera au Président de la République à mûrir ses décisions. Mais faites le compte de nos forces. Nous appartenons à une alliance, cette Alliance atlantique qui est la plus puissante du monde. Nous sommes solidaires des pays qui en font partie comme nous. Nous disposons sur le plan nucléaire au moins d'un équilibre et sans doute d'une supériorité. En tout cas, nul ne peut songer à engager ce type de guerre.

- C'est pourquoi aujourd'hui, je mets l'accent sur le désarmement des armes classiques ou conventionnelles, celles qu'on a connues (naturellement très modernisées aujourd'hui) dans les guerres conventionnelles du type 1914-1918 ou 1939-1945. La comparaison est déjà abusive car bien entendu, ce que je n'ose pas appeler des progrès considérables ont été accomplis depuis lors. Là il y a un déséquilibre inquiétant parce que c'est au détriment des forces de l'occident, à la frontière des deux Allemagnes ou à la frontière de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne fédérale. C'est donc là-dessus que doit avoir lieu la négociation, qui se déroule pour l'instant à

générale. C'est donc là-dessus que doit avoir lieu la négociation, qui se déroule pour l'instant à Vienne. Il y a une Conférence permanente pour cela depuis les accords d'Helsinki. Aujourd'hui les partenaires sont quasiment décidés, je dis quasiment parce que je pense que la décision sera prise sous peu de semaines, quasiment décidés à engager la vraie négociation de réduction pour l'équilibre des forces conventionnelles. Comme c'est là que le bât nous blesse, comme c'est là que git notre faiblesse, la négociation pour le désarmement pourra je pense pallier cette difficulté.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je crois que Jean-Pierre Pernaud veut vous poser une dernière question, si on l'entend maintenant, j'espère ?

- J.P. PERNAUD.- Est-ce que vous m'entendez maintenant ? Bien, je l'espère. Je vous ai laissé dialoguer comme vous m'entendiez mal. Monsieur le Président vous avez évoqué tout à l'heure avec Jean-Luc Mano la situation sociale avec l'intervention de l'armée pour aider les usagers. Il y a l'autre volet quand même et je voudrais vous demander un dernier mot là-dessus. Comment relancer le dialogue social ? Est-ce qu'à votre avis le dialogue social en ce moment est complètement bloqué et est-ce que cela vous inquiète ?

- LE PRESIDENT.- J'espère que non. Tout doit être fait pour que ce dialogue soit maintenu, ou repris. Le droit de grève est respecté en France. Cela fait partie de nos lois et je suis chargé de veiller à notre constitution et aux libertés essentielles dont le droit de grève fait partie. C'est une grande conquête ouvrière et notre République défend ce droit-là. Mais il faut aussi songer que des minorités dans des professions qui avec un petit nombre de personnel sont capables de bloquer tout un système, et donc d'empêcher le travail pour les autres catégories, cela pose un problème particulier. Au surplus, sans s'en prendre au droit de grève, un certain nombre de dispositions légales sont depuis longtemps prévues qui font que la grève, c'est aussi quelque chose de difficile et de dur pour ceux qui la font. Chacun doit endosser sa responsabilité. La responsabilité du gouvernement aujourd'hui de la République c'est d'un côté d'assurer le droit des travailleurs et veiller à ce que le dialogue aille vers des arrangements utiles aux travailleurs de France et particulièrement aux travailleurs de l'Etat, mais en même temps à ce que les Français n'aient pas à souffrir plus que de raison de quelques actions isolées.

- Si l'action est générale, alors la France se trouverait dans une situation difficile et je demanderais aux Français de songer à cela. En 1982, 1983, nous avons vraiment décidé de restaurer l'économie française, de la rendre compétitive. Elle l'est. Il ne faut pas gâcher ces quelques avantages récupérés à force d'énergie. Quand à savoir si tel Français profite davantage qu'un autre, c'est une question qui se pose et le gouvernement a pour devoir de répartir aussi équitablement que possible les profits que fait la Nation grâce au travail de ses producteurs, de ses ouvriers, de ses employés, de ses ingénieurs, de ses cadres et le bénéfice doit être justement réparti ce qui veut dire qu'avec la croissance nous serons en mesure de redistribuer, d'augmenter les salaires et les rémunérations de tous ceux qui nous apportent cette richesse, cette croissance dont un grand pays a besoin s'il veut pouvoir tenir la concurrence, et la concurrence elle est là qui nous menace, que l'on soit dans l'Europe ou que l'on n'y soit pas. Je suis pour qu'on y soit. De toute façon la France sera obligée de gagner la compétition, en tous cas de la gagner assez pour préserver ses chances. Tous les Français doivent prendre part à cette bataille.\